



CHAPITRE 122

Loi modifiant la charte de la ville de
Montréal-Est et ratifiant certains con-
trats

[Sanctionnée le 2 février 1961]

CHAPTER 122

An Act to amend the charter of the town
of Montreal East and to ratify certain
contracts

[Assented to 2nd February 1961]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Montréal-Est
a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est dans l'intérêt de la ville de
Montréal-Est et nécessaire pour la bonne
administration de ses affaires que sa char-
te, la loi 24 George V, chapitre 100, et ses
amendements, soient de nouveau modifiés
en y insérant certaines dispositions;

Que le 5 septembre 1915, par un acte de
fiducie reçu devant J. E. Coderre, N.P.,
sous le numéro 1292 de ses minutes, la
ville de Montréal-Est, se prévalant des
dispositions de la Loi pour aider à la cons-
truction de maisons d'habitation dans les
cités, villes et villages, (4 George V, cha-
pitre 47,) a garanti, par son endossement,
des obligations au montant de cent mille
dollars, émises par la Compagnie de Cons-
truction de Maisons et d'Habitations Sa-
lubres, Limitée, constituée en corporation
par lettres-patentes octroyées par le lie-
utenant-gouverneur en conseil, aux fins de
construire des logements ouvriers dans les
limites de la ville de Montréal-Est, sur des
terrains lui appartenant et sur lesquels
elle accordait, par ledit acte, à la ville de
Montréal-Est une première hypothèque
pour la garantir de son endossement; et

Que le 28 juin 1917, par un acte de fidu-
cie reçu devant J.-E. Coderre, N.P., sous
le numéro 1382 de ses minutes et dûment
enregistré au bureau d'enregistrement
d'Hochelaga et Jacques-Cartier, le 30
juin 1917, sous le No 344,549, la ville de

WHEREAS the town of Montreal East Preamble.
has, by its petition, represented:

That it is in the interest of the town of
Montreal East and necessary for the prop-
er administration of its affairs that its
charter, the act 24 George V, chapter 100,
and its amendements, be further amended
by inserting certain provisions therein;

That on the 5th of September 1915,
by a deed of trust before J. E. Coderre,
N.P., under the number 1292 of his min-
utes, the town of Montreal East, availing
itself of the provisions of the Act to as-
sist in the construction of dwelling-houses
in cities, towns and villages (4 George V,
chapter 47,) guaranteed, by endorsement,
bonds amounting to one hundred thou-
sand dollars, issued by the Compagnie de
Construction de Maisons et d'Habitations
Salubres, Limitée, incorporated by letters
patent granted by the Lieutenant-Govern-
or in Council, for the purpose of construc-
ting workmen's dwellings within the li-
mits of the town of Montreal East, on
lands belonging to it and upon which it
granted, by the said deed, a first hypothec
to the town of Montreal East to secure
the latter for its endorsement; and

That on the 28th of June 1917, by a
deed of trust before J. E. Coderre, N.P.,
under the number 1382 of his minutes,
duly registered in the registry office of
Hochelaga and Jacques Cartier on the
30th of June 1917, under the number

Montréal-Est, se prévalant des dispositions de la Loi pour aider à la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages, (4 George V, chapitre 47), adoptée par la Législature de Québec, a garanti des obligations au montant de cent mille dollars, émises par la Compagnie de Constructions Hygiéniques, Limitée, constituée en corporation par lettres patentes octroyées par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de construire des logements ouvriers dans les limites de la ville de Montréal-Est, sur des terrains lui appartenant, et sur lesquels elle accordait, par ledit acte, à la ville de Montréal-Est, une première hypothèque pour la garantir de son endossement; et

Que le 8 août 1917, par un acte de fiducie reçu devant J.-E. Coderre, N.P., sous le no 1388 de ses minutes, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, le 8 août 1917, sous le no 350,084, la ville de Montréal-Est, se prévalant des dispositions de la Loi pour aider à la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages (4 George V, chapitre 47) a garanti des obligations au montant de cent mille dollars, émises par la Montreal East Construction Company, Limited, constituée en corporation par lettres patentes octroyées par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de construire des logements ouvriers dans les limites de la ville de Montréal-Est, sur des terrains lui appartenant et sur lesquels elle accordait, par ledit acte, à la ville de Montréal-Est, une première hypothèque pour la garantir de son endossement; et

Qu'après avoir obtenu ces garanties, les trois susdites compagnies ont construit des maisons d'habitation sur un certain nombre de leurs terrains; et

Qu'au printemps de 1920, les trois compagnies susdites, ne pouvant plus rencontrer leurs obligations, cédèrent à la ville de Montréal-Est les immeubles hypothéqués en sa faveur, la ville assumant le paiement desdites obligations et des autres dettes desdites compagnies relatives à la construction desdites maisons, en vertu d'un acte de cession par la Compagnie de Constructions Hygiéniques, Limitée, passé devant

344,549, the town of Montreal East, availing itself of the provisions of the Act to assist in the construction of dwelling-houses in cities, towns and villages (4 George V, chapter 47), passed by the Quebec Legislature, guaranteed bonds amounting to one hundred thousand dollars, issued by the Compagnie de Constructions Hygiéniques, Limitée, incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of constructing workmen's dwellings within the limits of the town of Montreal East, on lands belonging to it and upon which it granted, by the said deed, a first hypothec to the town of Montreal East to secure the latter for its endorsement; and

That on the 8th August 1917, by a deed of trust before J. E. Coderre, N.P., under the number 1388 of his minutes, duly registered in the registry office of Hochelaga and Jacques Cartier on the 8th of August 1917, under the No. 350,084, the town of Montreal East, availing itself of the provisions of the Act to assist in the construction of dwelling-houses in cities, towns and villages (4 George V, chapter 47), guaranteed bonds amounting to one hundred thousand dollars, issued by the Montreal East Construction Company, Limited, incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of constructing workmen's dwellings within the limits of the town of Montreal East, on lands belonging to it and upon which it granted, by the said deed, a first hypothec to the town of Montreal East to secure the latter for its endorsement; and

That, after obtaining these guarantees, the aforesaid three companies built dwelling-houses on a certain number of their lands; and

That in the spring of 1920 the aforesaid three companies, being no longer able to meet their obligations, ceded to the town of Montreal East the immoveables hypothecated in its favour, the town assuming the payment of the said bonds and of the other debts of the said companies respecting the construction of the said houses, under a deed of assignment by the Compagnie de Constructions Hy-

J.-E. Coderre notaire, le 14 mai 1920, sous le No 1613 de ses minutes, enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier le 1er juin 1920, sous le no 400,155, et en vertu d'un autre acte de cession par la Compagnie de Constructions de Maisons et d'Habitations Salubres, Limitée, passé devant J.-E. Coderre, notaire, le 14 mai 1920, sous le no 1612 de ses minutes, enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier le 1er juin 1920, sous le no 400,154, et aussi en vertu d'un autre acte de cession par la Montreal East Construction Company, Limited, passé devant J.-E. Coderre, notaire, le 17 mai 1920, sous le no 1614 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier le 1er juin 1920, sous le no 400,156; et

Que, conformément auxdits actes de cession, la ville de Montréal-Est a entièrement acquitté lesdites obligations et lesdites dettes desdites compagnies; et

Que, depuis, la ville de Montréal-Est a vendu, par ventes privées, un grand nombre desdits immeubles, mais des doutes se sont élevés quant au pouvoir de la ville de disposer de ces immeubles par ventes privées, vu l'absence de dispositions à cet effet dans la Loi pour aider à la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages (4 George V, chapitre 47), ou la Loi des cités et villes; et

Que, se prévalant des dispositions de la Loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités (9 George V, chapitre 10) sanctionnée le 17 mars 1919, la ville a, en 1920, emprunté certaines sommes d'argent du gouvernement de la province pour construire elle-même des maisons d'habitation, tant sur les immeubles ainsi acquis des trois compagnies susdites que sur d'autres terrains appartenant à la ville, et que la ville a, depuis, entièrement remboursé lesdits emprunts au gouvernement de la province; et

Que, depuis, la ville a revendu, par ventes privées, tous les immeubles ainsi construits par elle, mais que des doutes se sont élevés quant au pouvoir de la ville de disposer desdits immeubles par ventes

giéniques, Limitée, passed before J. E. Coderre, notary, on the 14th of May 1920, under the No. 1613 of his minutes, registered in the registry office of Hochelaga and Jacques-Cartier on the 1st of June 1920, under the No. 400,155, and under another deed of assignment by the Compagnie de Construction de Maisons et d'Habitations Salubres, Limitée, passed before J. E. Coderre, notary, on the 14th of May 1920, under the No. 1612 of his minutes, registered in the registry office of Hochelaga and Jacques-Cartier on the 1st of June 1920, under the No. 400,154, and also under another deed of assignment by the Montreal East Construction Company, Limited, passed before J. E. Coderre, notary, on the 17th of May 1920 under the No. 1614 of his minutes and registered in the registry office of Hochelaga and Jacques-Cartier on the 1st of June 1920, under the No. 400,156; and

That, in accordance with the said deeds of assignment, the town of Montreal East has entirely discharged the said bonds and debts of the said companies; and

That the town of Montreal East has since sold a great many of the said immovables by private sales, but doubts have arisen as to the town's power to dispose of such immovables by private sales, owing to the absence of provisions to that effect in the Act to assist in the construction of dwelling-houses in cities, towns and villages (4 George V, chapter 47) or in the Cities and Towns Act; and

That the town, availing itself of the provisions of the Act to provide for the construction of workmens' dwellings and for advances to municipalities (9 George V, chapter 10), assented to on the 17th of March 1919, borrowed certain sums of money in 1920 from the Provincial Government to build dwelling-houses itself, both on the immovables so acquired from the above-mentioned three companies and on other lots belonging to the town, and it has since entirely repaid the said loans to the Provincial Government; and

That, since then, the town has resold, by private sales, all the immovables so built by it, but doubts have arisen as to the town's power to dispose of the said immovables by private sales, the town

privées, la ville n'ayant pas suivi les formalités exigées par les articles 576 et suivants de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233); et

Qu'en vue d'éviter la possibilité de tous recours contre la ville, il est opportun de faire disparaître tous ces doutes; et

Qu'à l'article 575 de la Loi des cités et villes de la province de Québec il est stipulé que les immeubles acquis par une municipalité à une vente pour taxes soient vendus par cette municipalité dans l'année qui suit l'expiration du délai pendant lequel le retrait pouvait être exercé, sauf le droit qu'a le ministre des affaires municipales d'accorder de nouveaux délais, à la demande du conseil, pour raisons suffisantes;

Que pendant la période s'étendant de l'année 1926 à l'année 1948, la ville de Montréal-Est a ainsi acheté certains immeubles vendus pour taxes municipales, dans les limites de son territoire, et que, par inadvertance, elle les a revendus après le délai prescrit sans avoir obtenu, au préalable, le permis approprié, et que d'autres irrégularités se sont ainsi glissées, par pure inadvertance, en certains actes de ventes consentis par la ville; et

Que des tiers détenteurs ont acquis ces immeubles de la ville ou de ses ayants-droit et que certains doutes s'étant élevés quant à la validité de leurs titres ils demandent à la ville d'y pourvoir;

Attendu qu'il est opportun d'accéder à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 64, est remplacé par le suivant:

"1. La Ville de Montréal-Est a toujours eu le droit de vendre, sans autre formalité qu'une résolution de son conseil municipal, de gré à gré, par ventes privées ou autrement, les immeubles qu'elle a acquis de la Compagnie de Constructions Hygiéniques, Limitée, de la Compagnie de Construction de Maisons et d'Habitations Salubres, Limitée, et de la Montreal East Construction Company, Limited, ou les immeubles sur lesquels elle a elle-même

not having complied with the formalities required by sections 576 and following of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233); and

That, in order to avoid the possibility of any recourse against the town, it is expedient to remove all such doubts; and

That in section 575 of the Cities and Towns Act of the Province of Quebec it is provided that the immoveables purchased by a municipality at a sale for taxes shall be sold by such municipality within the year next after the expiration of the delay in which redemption might have been exercised, saving the right of the Minister of Municipal Affairs to grant further delays, at the request of the council, for sufficient reasons;

That during the period between the year 1926 and the year 1948, the town of Montreal East so purchased certain immoveables sold for municipal taxes within the limits of its territory, and through inadvertence it resold them after the prescribed delay, without having previously obtained the required permission, and other irregularities occurred, quite inadvertently, in certain deeds of sale made by the town; and

That third parties have acquired such immoveables from the town or its assigns and certain doubts having been raised as to the validity of their titles they look to the town to provide for the same;

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:]

1. Section 1 of the act 7 George VI, 1943, chapter 64, is replaced by the following: c. 64, s. 1, replaced.

"1. The town of Montreal East has always had the right to sell, without other formalities than a resolution of its municipal council, by mutual agreement, by private sale or otherwise, the immoveables which it acquired from the Compagnie de Constructions Hygiéniques, Limitée, from the Compagnie de Construction de Maisons et d'Habitations Salubres, Limitée, and from the Montreal East Construction Company, Limited, or the immoveables Sales by resolution declared valid.

1943,
c. 64,
a. 1,
remp.
Ventes
par réso-
lution dé-
clarées
valides.

construit des maisons d'habitation avec de l'argent par elle emprunté du gouvernement de la province, sous l'empire de la Loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités (9 George V, chapitre 10), et les dispositions des articles 576, 577 et 578 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas aux dites ventes. La présente disposition ne s'applique qu'aux ventes faites dans le passé."

upon which it has itself constructed dwelling-houses with money borrowed by it from the Government of the Province, under the Act to provide for the construction of workmen's dwellings and for advances to municipalities (9 George V, chapter 10), and the provisions of sections 576, 577 and 578 of the Cities and Towns Act shall not apply to the said sales. This provision shall apply only to sales made in the past."

Validité
de cer-
tains actes
confirmée.

2. Le défaut de la ville d'obtenir au préalable du ministre des affaires municipales de nouveaux délais tel que prévu à l'article 575 de la Loi des cités et villes n'est pas une cause d'invalidité des actes suivants consentis par la ville de Montréal-Est devant J.-E. Coderre, notaire, sous les numéros de ses minutes ci-après indiqués, à savoir: Napoléon Courtemanche, le 13 avril 1931, sous le no 2934; Napoléon Courtemanche, le 14 avril 1931, sous le no 2935; Roch A. Bergeron, le 25 octobre 1932, sous le no 3212; Napoléon Tremblay, le 3 avril 1934, sous le no 3408; Omer Lemieux, le 8 mars 1940, sous le no 3613; Omer Lemieux, le 8 mars 1940, sous le no 3614; Pierre-Alfred Picard, le 18 mars 1940, sous le no 3616; Gordon MacLean, le 23 mars 1940, sous le no 3617; Roch-A. Bergeron, le 19 avril 1940, sous le no 3624; Louis Rickner, le 20 mai 1941, sous le no 3671; Gordon MacLean, le 27 mai 1941, sous le no 3672; Camille Mauborgne, le 2 juin 1941, sous le no 3674; American Flock Manufacturers, le 4 juin 1941, sous le no 3676; Ideal Upholstering Company, Limited, le 19 septembre 1941, sous le no 3712; Antoine Desrochers, le 19 septembre 1941, sous le no 3713; Canadian National Railways, le 3 novembre 1941, sous le no 3726; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, le 16 janvier 1942, sous le no 3758; American Flock Manufacturers, le 16 mars 1942, sous le no 3777; Montreal Industrial Sites and Investments Limited, le 18 mars 1942, sous le no 3779; Protestant Board of School Trustees, le 26 mars 1945, sous le no 3947; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, le 9 mai 1945, sous le no 3966; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, le 25 mai 1945, sous le no 3977; François Mayer, le

2. Failure by the town to obtain in advance from the Minister of Municipal Affairs further delays as provided in section 575 of the Cities and Towns Act did not invalidate the following deeds to which the Town of Montreal East was a party: those made before J. E. Coderre, notary, under the numbers of his minutes hereinafter mentioned: to Napoléon Courtemanche, the 13th of April 1931, under No. 2934; Napoléon Courtemanche, the 14th of April 1931, under No. 2935; Roch A. Bergeron, the 25th of October 1932, under No. 3212; Napoléon Tremblay, the 3rd of April 1934, under No. 3408; Omer Lemieux, the 8th of March 1940, under No. 3613; Omer Lemieux, the 8th of March 1940, under No. 3614; Pierre Alfred Picard, the 18th of March 1940, under No. 3616; Gordon MacLean, the 23rd of March 1940, under No. 3617; Roch A. Bergeron, the 19th of April 1940, under No. 3624; Louis Rickner, the 20th of May 1941, under No. 3671; Gordon MacLean, the 27th of May 1941, under No. 3672; Camille Mauborgne, the 2nd of June 1941, under No. 3674; American Flock Manufacturers, the 4th of June 1941, under No. 3676; Ideal Upholstering Company, Limited, the 19th of September 1941, under No. 3712; Antoine Desrochers, the 19th of September 1941, under No. 3713; Canadian National Railways, the 3rd of November 1941, under No. 3726; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, the 16th of January 1942, under No. 3758; American Flock Manufacturers, the 16th of March 1942, under No. 3777; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, the 18th of March 1942, under No. 3779; Protestant Board of School Trustees, the 26th of March 1945, under No. 3947; Montreal

Validity
of certain
deeds af-
firmed.

17 août 1945, sous le no 4001; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, le 15 avril 1946, sous le no 4075; les actes de vente suivants reçus devant R. A. Bergeron, notaire, sous les numéros de ses minutes, tel que ci-après indiqués, à savoir: Arthur Durand, le 9 décembre 1938, sous le no 3775; Peter Kushlak, le 19 décembre 1938, sous le no 3781; Samuel McEwen, le 27 décembre 1938, sous le no 3783; Léopold Rocheleau, le 24 août 1939, sous le no 3892; J.-E. Courtemanche, le 15 septembre 1939, sous le no 3897; J. Raoul Chénier, le 15 septembre 1939, sous le no 3898; Bruno Duchesne, le 27 octobre 1939, sous le no 3913; Louis Tessler, le 16 février 1940, sous le no 3952; J.-E. Coderre, le 15 mars 1940, sous le no 3965; Maurice Coderre, le 24 avril 1940, sous le no 3984; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, le 5 octobre 1942, sous le No 4287; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, le 5 octobre 1942, sous le no 4288; Ideal Upholstering, Co. Ltd., le 20 octobre 1942, sous le no 4298; Louis Tessler (American Flock Mfg), le 23 octobre 1942, sous le no 4301; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, le 9 novembre 1942, sous le no 4312; Harry Métras, le 22 mars 1943, sous le no 4369; Service Industries Ltd., le 17 mai 1943, sous le no 4389; Camille Mauborgne, le 12 mars 1945, sous le no 4689; Camille Mauborgne, le 28 mars 1945, sous le no 4705; Dame Marie-Reine Thuot-Gaudriot, le 28 mars 1945, sous le no 4706; Joseph Leroux, le 31 mars 1945, sous le no 4711; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, le 3 avril 1945, sous le no 4713; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, le 17 avril 1945, sous le no 4727; Dame Marie-Reine Thuot-Gaudriot, le 26 juillet 1945, sous le no 4796; Frank Staples, le 23 mars 1946, sous le no 4963; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, le 4 décembre 1946, sous le no 5148; Shell Oil Co. of Canada, Ltd., le 7 décembre 1950, sous le no 6214.

Industrial Sites and Investments, Limited, the 9th of May 1945, under No. 3966; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, the 25th of May 1945, under No. 3977; François Mayer, the 17th of August 1945, under No. 4001; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, the 15th of April 1946, under No. 4075; also those made before R. A. Bergeron, notary, under the numbers of his minutes hereinafter mentioned, to wit: to Arthur Durand, the 9th of December 1938, under No. 3775; Peter Kushlak, the 19th of December 1938, under No. 3781; Samuel McEwen, the 27th of December 1938, under No. 3783; Léopold Rocheleau, the 24th of August 1939, under No. 3892; J. E. Courtemanche, the 15th of September 1939, under No. 3897; J. Raoul Chénier, the 15th of September 1939, under No. 3898; Bruno Duchesne, the 27th of October 1939, under No. 3913; Louis Tessler, the 16th of February 1940, under No. 3952; J. E. Coderre, the 15th of March, 1940, under No. 3965; Maurice Coderre, the 24th of April 1940, under No. 3984; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, the 5th of October 1942, under No. 4287; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, the 5th of October 1942, under No. 4288; Ideal Upholstering, Co. Ltd., the 20th of October 1942, under No. 4298; Louis Tessler (American Flock Mfg.) the 23rd of October 1942, under No. 4301; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, the 9th of November 1942, under No. 4312; Harry Métras, the 22nd of March 1943, under No. 4369; Service Industries, Ltd., the 17th of May 1943, under No. 4389; Camille Mauborgne, the 12th of March 1945, under No. 4689; Camille Mauborgne, the 28th of March 1945, under No. 4705; Dame Marie-Reine Thuot-Gaudriot, the 28th of March 1945, under No. 4706; Joseph Leroux, the 31st of March 1945, under No. 4711; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, the 3rd of April 1945, under No. 4713; Montreal Industrial Sites and Investments, Limited, the 17th of April 1945, under No. 4727; Dame Marie-Reine Thuot-Gaudriot, the 26th of July 1945, under No. 4796; Frank Staples, the 23rd of March 1946, under No. 4963; Montreal Industrial Sites and Investments,

Limited, the 4th of December 1946, under No. 5148; Shell Oil Co. of Canada, Ltd., the 7th of December 1950, under No. 6214.

Entrée en **3.** La présente loi entre en vigueur le
vigueur. jour de sa sanction.

3. This act shall come into force on the Coming
into force.
day of its sanction.